



## IRAN : POURQUOI UNE DIPLOMATIE DE NÉGOCIATIONS SANS CONDITIONS ?

Hall GARDNER\*

---

IL N'Y AURA AUCUNE ALTERNATIVE à traiter l'Iran excepté par l'engagement de la diplomatie américaine, soutenue par le Conseil de sécurité de l'Onu et des pressions multilatérales, mais accompagnée de promesses et incitations positives prévues pour changer la politique nucléaire iranienne d'enrichissement. La charge ne sera pas facile, mais c'est la seule voie possible.

I. Les Etats-Unis ont exigé une réponse de l'Iran sur les questions suivantes afin de convaincre le monde que ses activités n'ont aucune dimension militaire. Ces questions impliquent : les origines et le but de son programme de centrifugeuse ; la possession iranienne d'un document concernant des hémisphères en uranium pour la fabrication de l'arme nucléaire; le travail réalisé mais non révélé sur les centrifugeuses avancées ; la participation militaire dans des activités nucléaires ; les interactions iraniennes avec le réseau de l'Abdelkader Khan; les activités iraniennes reliées aux constructions d'armement, y compris des liens non expliqués entre les études sur la conversion de l'uranium en essai explosif puissant et la conception d'un véhicule de rentrée des missiles<sup>1</sup>. Ces questions ont besoin de réponses et explications, mais plutôt d'un engagement des membres du Conseil de sécurité de l'Onu dans « une approche à deux rails » au défi posé par le programme nucléaire iranien qui « nécessite l'offre continue des négociations, tout en conditionnant contingente l'Iran à suspendre ses activités d'enrichissement-connexes de retraitement dans la perspective des sanctions additionnelles ». Les Etats-Unis devraient s'engager dans des négociations directes avec l'Iran sans conditions préalables, tout en maintenant un mélange des pressions multilatérales et le maintien d'encouragement en cas de besoin.

II. Le Congrès américain lui-même s'était orienté vers des sanctions plus dures qui pourraient fournir au Président Bush le prétexte pour la guerre. L'amendement de Kyl-Lieberman de 2008 sur la défense a invité les États-Unis à mettre en œuvre

des sanctions plus dures sur l'Iran, et de déclarer le corps des Gardes de la révolution comme « organisation terroriste et la mettre sur la liste des organisations internationales terroristes confirmées ». L'inefficacité de cet amendement a été adoptée avec le solide soutien bipartite, avec un vote de 76 voix pour et 22 contre.

L'amendement adopté au Sénat, juste après que le président iranien Mahmoud Ahmadinejad avait adressé à l'Université de Columbia et à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2007 deux interventions qui avaient rendus furieux de nombreux membres du Congrès américain. Dans une série de discours à l'Assemblée générale des Nations Unies entre 2005-2007, M. Ahmadinejad a accusé les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, en particulier, de tirer parti de leur position en tant que membres du Conseil de sécurité de l'ONU, en intervenant dans les affaires internes des États; de développer de nouvelles générations d'armes nucléaires; occupation de l'Irak; de soutenir les agressions israéliennes contre les Palestiniens et de soutenir les groupes «terroristes» au sein de l'Iran lui-même.

Les soupçons américains à effet contraire, M. Ahmadinejad a affirmé que l'Iran a « rempli toutes ses obligations envers l'AIEA, mais a été privé comme d'autres membres de l'assistance technique et, parfois même, du soutien de l'Agence<sup>2</sup>. En partie à cause de la réaction du Congrès des discours du Président Ahmadinejad, la version originale du plan de Kyl-Lieberman a menacé d'engager directement les forces militaires américaines contre l'Iran, afin de contrer les « terroriste » d'actions en Iran. En fait, le sénateur Lieberman a été l'un des premiers sénateurs à prôner publiquement l'affranchissement de la frontière iranienne à la poursuite des forces d'attaquer les troupes américaines en Irak. Cette mesure a été vivement contestée par le sénateur Biden, le sénateur Webb ainsi que par le général Wesley Clark<sup>3</sup>.

L'amendement Kyl-Lieberman a ensuite été atténué après les passages suivants qui ont donc été barrés :

(3) la politique des Etats-Unis devrait combattre, contenir et faire reculer les activités violentes et de l'influence déstabilisante de l'intérieur de l'Irak par le gouvernement de la République islamique d'Iran, de ses animateurs étrangers tels que les Libanais Le Hezbollah, et ses alliés irakiens ;

4) à soutenir l'utilisation prudente et calibrée de tous les instruments de la puissance nationale des Etats-Unis en Irak, y compris diplomatiques, économiques,

*Iran : pourquoi une diplomatie de négociations sans conditions ?*

de l'intelligence et des instruments militaires, à l'appui de la politique décrite au paragraphe (3) avec l'égard du Gouvernement de la République islamique d'Iran et ses mandataires.

Les deux paragraphes ont été supprimés, mais seulement après que le sénateur Jim Webb (D- VA), a prononcé un discours que l'interprétation de l'amendement Kyl-Lieberman « pouvait être interprétée comme équivalait à une déclaration de guerre ». Webb en outre fait valoir que ce serait la première fois que les États-Unis avaient désigné une entité militaire comme une organisation terroriste, ce qui pourrait être considéré comme de facto l'autorisation d'utiliser la force. Autres critiques a fait valoir que l'amendement a Kyl - Lieberman était basé sur toute une série de fausses accusations portées ou non prouvés en ce qui concerne l'étendue de la participation iranienne *directe* dans le « terrorisme » en Irak. Les principaux activistes impliqués dans la formation de « terroriste » pourraient bien être des membres du Hezbollah libanais ou la Force du Qods, mais là encore, le général David Petraeus admis, le 11 septembre 2007 que les deux groupes avaient probablement quitté l'Irak : « la force iranienne el-Qods elle-même – nous pensons que ces personnes se sont retirées du pays, comme le Hezbollah libanais dont les formateurs qui sont utilisées pour renforcer cette activité »<sup>4</sup>.

Malgré les déclarations de réconciliation qui ont été ajoutés à l'amendement Kyl-Lieberman par le Secrétaire à la Défense Robert Gates pour insister sur la nécessité de s'engager dans la diplomatie pacifique avec l'Iran, le sénateur Dodd (D-CT) reste opposé dans la mesure, en précisant que l'amendement pourrait être utilisé par le Président à engager la guerre avec l'Iran, sans l'approbation ouverte du Congrès :

« Je ne peux pas soutenir l'amendement Kyl- Lieberman sur l'Iran. Cela pourrait donner au président un feu vert pour agir témérement et de mettre en danger la sécurité nationale des États-Unis. Nous avons appris dans la période précédente que la guerre en Iraq qui, apparemment, non exécutoire adoptée par ce langage au Sénat peut avoir de profondes conséquences. Nous avons besoin que le président utilise la diplomatie solide pour aborder les problèmes avec l'Iran, et non pas le langage de cet amendement que le président peut s'il décide de mener dans ce choix le pays dans une autre guerre désastreuse »<sup>5</sup>.

En même temps que le Sénat a examiné l'amendement Kyl-Lieberman, la Chambre des représentants, avec sa majorité démocrate, l'a voté presque à l'unanimité – 408-6 – pour la « loi d'habilitation des sanctions contre l'Iran. » Cette loi pourrait forcer le Président Bush d'imposer des sanctions à l'encontre des entreprises étrangères qui investissent plus de 20 millions de dollars dans le secteur énergétique de l'Iran. Ce projet de loi a en fait été rejeté par l'administration Bush elle-même en raison des fortes pressions exercées par les alliés européens et asiatiques, et parce que les grandes sociétés multinationales américaines sont également opposés<sup>6</sup>.

En plus des actions du Congrès mentionnées ci-dessus, le Sénat a en outre adopté le fond de restaurant et de la promotion de la démocratie en Iran au mois de septembre, de manière à fournir un soutien financier pour les dissidents et les démocrates en Iran<sup>7</sup>. Pourtant le soutien américain direct pour soutenir la « démocratie » ainsi que pour les détracteurs du régime iranien a été très critiqué car ces personnes peuvent être étiquetées comme des espions américains et d'agents de la force du « changement de régime » –au lieu d'être préoccupé avec les citoyens iraniens pacifiques du « régime de la réforme ».<sup>8</sup>

Ayant obtenu l'appui fort du Congrès pour les sanctions contre l'Iran, le 25 octobre 2007 le Secrétaire d'État Condoleezza Rice, avait accusé le Corps des Gardiens de la révolution islamique (IRGC) de soutenir la prolifération ; elle a également accusé la Force Qods (une branche des Gardiens de la Révolution) de soutenir le « terrorisme ». Par ailleurs, deux banques d'Etat iraniens, la Banque Melli et Bank Mellat (accusations démenties par Mellat), étaient accusés d'aider les activités de prolifération alors que la Banque Saderat a été accusé d'être un « grand financier du terrorisme »<sup>9</sup>.

Pourtant, au 1er novembre 2007, après que l'administration Bush avait soutenu les principales sanctions contre l'Iran, le sénateur Jim Webb a adressé une lettre à la Maison Blanche, signée par 30 sénateurs au total, affirmant fermement, « qu'aucune autorité du Congrès existe pour une action militaire unilatérale Contre l'Iran. » Ces critiques du Congrès craignent que des sanctions contre l'Iran aient tendance à compromettre la sécurité des intérêts américains en Irak, et même en Afghanistan et dans la région, et renforceront les mains de la ligne dure iranienne qui va s'épanouir sous les conditions d'isolement. Il est en outre fait valoir que les accusations portées contre les gardiens de la Révolution vont très probablement

saper les efforts des Iraniens partisans de l'engagement de dialogue avec les États-Unis et l'Europe.

Il existe, cependant, un véritable danger de guerre, accidentel ou un objectif.

III. L'option militaire, même celle des frappes aériennes préventives contre des présumés installations nucléaires iraniennes d'enrichissement et de missiles balistiques, ne ferait que conduire à des conflits perpétuels. Il mettra la région et le monde dans une crise de plus grande qu'elle ne l'est déjà. Il n'y a aucune garantie que même des frappes aériennes « chirurgicales » seront couronnés de succès ; ces attaques déstabiliseraient et militariser définitivement le pays. Ils rendent encore plus difficile de contrôler la situation en Irak, en Afghanistan ou ailleurs au Moyen-Orient. Ainsi L'Iran pourrait attaquer les bases militaires américaines de ses voisins du golfe Persique.

Des frappes aériennes par des missiles de croisière sur l'Iran serait de déstabiliser plus encore l'économie mondiale. Les prix du pétrole s'envolent et seront certainement bien au-dessus des 100 \$ par baril (où les prix sont près de parvenir à l'heure actuelle). Une telle hausse des prix aurait tendance à faire bénéficier les multinationales pétrolières et les producteurs de pétrole comme la Russie, le Venezuela, ainsi que l'Iran, dont les politiques étrangères sont généralement en désaccord avec les États-Unis, tout en affaiblissant davantage les économies des pays en développement. (La hausse des coûts de l'énergie pourrait faire indirectement la faiblesse de l'économie politique des États défaillants ou en déroute encore plus sensibles au *coup d'Etat*, révolution ou l'infiltration par des partisans « terroriste ».) En outre, la politique économique des principaux alliés des États-Unis, d'Europe et du Japon, ainsi que celle des États-Unis eux-mêmes, qui sont déjà en difficulté, serait atteinte de façon significative.

Pourtant, une autre guerre au Moyen-Orient permettrait d'affaiblir le soutien des Alliés à la politique américaine en réduisant significativement la présence américaine dans le monde. Le coût de la guerre en Irak à lui seul (y compris celui en Afghanistan) a déjà dépassé le coût de la guerre du Golfe de 1991 et la guerre de Corée – et pourrait dépasser les coûts de la guerre du Vietnam à la fin de 2008. Même limité l'intervention militaire des États-Unis en Iran permettrait d'augmenter les dépenses de défense entre les alliés régionaux, ainsi que les États-Unis eux-

mêmes, de ne pas négliger l'origine des crises pour ceux dont la vie serait perturbée ou détruite par des conflits politiques et l'instabilité économiques.

Les Iraniens ont déjà combattu une guerre brutale dans les années 1980 contre Saddam Hussein (vu par Téhéran comme soutenue par les États-Unis) pour un coût de 500000 hommes à la fois les parties irakiennes et iraniennes. La rhétorique américaine la plus belliqueuse est l'embrasement des incendies de nationalisme et de la religion en Iran et ailleurs, la plus dangereuse de la situation mondiale devient, à savoir plus l'Iran se prononcera pour l'armement nucléaire, plus les risques de la course aux armements dans toute La région est augmenté.

En outre, avec la Turquie qui renforce ses troupes le long de la frontière du nord de l'Irak, prétendument contre le PKK, la possibilité d'une intervention turque dans le nord de l'Irak ajouterait une nouvelle dimension à la crise, plus encore si l'intervention turque conduit l'Iran à envisager une intervention militaire dans l'est de l'Irak.

IV. Alors que l'administration Bush a insisté sur le fait depuis mars 2006 que les États-Unis parlent immédiatement à l'Iran, mais seulement s'il arrête d'enrichir l'uranium, les deux sénateurs Chuck Hagel et Barack Obama ont proposé des négociations *inconditionnelles avec* Téhéran<sup>10</sup>. Parmi les sénateurs républicains qui s'opposent à la politique de l'administration Bush à la fois en Irak et contre l'Iran, le sénateur Chuck Hagel a écrit la lettre suivante à la Maison Blanche le 17 October 2007 : « Le moment est venu pour les Etats-Unis d'examiner activement quand et comment offrir directement, sans condition, des négociations globales avec l'Iran. L'offre devrait être faite tout en continuant à travailler avec nos alliés sur la pression économique au Conseil de sécurité de l'ONU sur les sanctions pour une troisième résolution, et de soutenir dans la région les pays du Moyen-Orient qui partagent nos préoccupations sur l'Iran. Le rapport de novembre du directeur général de l'Agence internationale de l'Energie atomique(AIEA), El-Baradei, pourrait être l'occasion de faire progresser l'offre de pourparlers bilatéraux. Une telle approche permettrait de renforcer nos capacités dans tous les domaines pour faire face à l'Iran. Nos amis et alliés seraient plus confiants de se retrouver avec nous si nous cherchons à accroître la pression, y compris des sanctions plus sévères contre l'Iran. On pourrait créer une nouvelle dynamique historique dans les relations américano-iraniennes, dans le cadre de forcer les Iraniens à réagir à la possibilité de meilleures relations avec l'Occident. Nous devons être prêts pour que tout processus de dialogue avec l'Iran

*Iran : pourquoi une diplomatie de négociations sans conditions ?*

prendra du temps, et nous devons continuer tous les efforts, pour faire émerger l'Iran d'une position de force.

Nous ne devrions pas attendre à examiner la possibilité de négociations bilatérales avant que toutes les autres options diplomatiques soient épuisées. À ce stade, il pourrait bien être trop tard »<sup>11</sup>.

Le sénateur Hagel argumente que l'administration Bush, un peu comme ce fut le cas pour l'Irak, risque de perdre le soutien multilatéral des Européens, en plus de celui des Russes et des Chinois, en se livrant à des sanctions qui vont s'avérer contre-productives. Les États-Unis ont besoin de laisser l'AIEA faire son travail et ensuite décider quel type de mesures doit être pris. Comme le mentionnait le sénateur Hagel la même lettre, les préoccupations restent que les objectifs réels des États-Unis est un changement de régime en Iran, et non pas un changement de comportement de l'Iran. »

Dans cette perspective, la politique américaine envers l'Iran sera effectivement renforcée avec l'ensemble des membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu, même s'ils ne sont pas tous d'accord sur des sanctions sévères. Sans le ferme soutien des Européens et en particulier de la Russie, les sanctions seront sans significations, d'autant plus qu'elles seraient susceptibles d'être contournées et parce qu'elles pourraient réellement servir les intérêts de la ligne dure qui ne recherche pas une ouverture économique et commerciale avec l'Ouest. L'ironie, c'est que les tensions géopolitiques et économiques ainsi que la hausse des prix du pétrole serviront à des fins de ligne dure iranienne.

V. Traiter avec l'Iran signifie : (1) la reconnaissance de l'importance politique et culturelle iranienne en Irak et une influence dans la région comme une réalité sociopolitique ; (2) l'abandon progressif de l'endiguement militaire de l'Iran et l'engagement de garanties bilatérales et multilatérales de sécurité à l'Iran et (à la Syrie) ; (3) la recherche de compromis entre les différentes factions sunnites et chiites en Irak, et tenter de dissuader la Turquie d'intervenir dans le nord de l'Irak ; (4) le renforcement des États de la région politiquement, économiquement et militairement (si pas de provocation) ; (5) d'évaluer les États de la région et partisans des groupes «terroristes» non pas en fonction de leur idéologie religieuse, mais en termes de leur relation avec les intérêts et la puissance des États-Unis ; (6) s'engager sincèrement dans la recherche de la paix israélo-palestinienne dans la région du

Moyen-Orient, y compris la paix avec la Syrie et le Liban, par le biais d'un véritable engagement fort dans le processus du Quartet États-Unis, l'Union européenne, la Russie et l'ONU.

Alors que certains types de sanctions ciblées pourraient avoir besoin d'être mis en œuvre pour faire en sorte que l'Iran se conforme à l'AIEA, les États-Unis devraient également commencer à engager des négociations sans condition avec l'Iran. Ces négociations devraient porter sur un éventail de questions qui divisent les deux parties (des sanctions économiques à l'appui du « terrorisme »), et devrait inclure la promesse d'incitations positives à l'Iran d'abandonner sa quête de développer des armes nucléaires et des missiles balistiques.

Parallèlement, l'Iran doit être amené à comprendre que toute tentative de développer une centrale nucléaire et des missiles balistiques va aussi déclencher une course aux armements dans toute la région, tandis que le respect de l'Iran sur la question d'enrichissement nucléaire peut, à terme, déboucher sur une étape par approche progressive à une reconnaissance diplomatique américaine, le retrait de toutes les sanctions américaines économiques mises sur Téhéran, et l'adoption de mesures qui, à terme, permettre davantage d'investissements américains et étrangers.

Par ailleurs, la coopération diplomatique américano-russe sur l'émission de la pression sur l'Iran est absolument nécessaire. Ici, par exemple, la coopération des États-Unis et de la Russie sur la défense par missiles balistiques est cruciale pour la mise en place de la pression américano-européenne sur l'Iran, tout en atténuant les tensions géopolitiques américaines avec la Russie qui sont, dans une large mesure, une conséquence de l'élargissement de l'Otan<sup>12</sup>.

En outre, si les États-Unis veulent vraiment limiter le développement iranien de l'énergie nucléaire, ils devront réduire leurs propres programmes nucléaires et chercher à mettre à niveau leurs dépenses sur d'autres sources d'énergie alternatives. Les États-Unis pourraient également offrir à l'Iran un partenariat technologique dans un effort conjoint pour développer des sources d'énergie alternatives, telles que l'énergie éolienne, solaire, géothermique, en coopération avec les Européens, le Japon, la Chine et toute autre partie intéressée.

Les négociations directes des États-Unis avec l'Iran doivent être aussi accompagnées de mesures sincères pour mettre fin au conflit en Irak. Il n'est pas dans

l'intérêt des deux pays de soutenir l'Irak dans un état de guerre permanente. Ces négociations sur l'Irak doivent être accompagnées par des efforts diplomatiques des États-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et de l'ONU, pour résoudre la question palestinienne et celle du Liban, de façon à apporter une véritable paix et sécurité dans la Cisjordanie, dans la bande de Gaza et dans le sud Liban, et qui mettra un terme aux actes de «terreur» et de «contre terreur» des deux côtés. Les discussions sur la crise au Moyen-Orient pourraient également impliquer une déclaration commune de « pas de première utilisation » des armes de destruction massive par tous les Etats de la région, dont Israël, la Syrie, l'Arabie saoudite et l'Iran.

VI. Les Etats-Unis doivent prendre l'option de la guerre complètement hors de la table de négociations. Le processus américano-iranien de l'engagement diplomatique iranien, sans conditions préalables, conjuguée à des pressions multilatérales et des incitations, ne sera pas une tâche facile et il faudra beaucoup de temps pour toutes les parties à établir la confiance. Les engagements multilatéraux et américains avec l'Iran permettent de à réformer progressivement le régime iranien, mais de telles réformes, grâce *aux efforts déployés par les Iraniens eux-mêmes*, sera long à réaliser. Cependant, les négociations américano-iraniennes conduisent au rapprochement et à la reconnaissance mutuelle qui va se révéler plus courageuse que de prendre ce qui semble facile au moment où il faut commander des missiles de croisières et de précision pour bombardement, nécessitant 3000 abris fortifiés, mais sans connaître la façon dont il faut ramasser les cadavres après la déclaration de la guerre.

Espérons que l'administration Bush – ou un futur leadership américain ne se livre pas à une autre gargantuesque erreur stratégique. La paix du monde entier est en jeu.

\* Professeur de politique internationale à l'Université américaine de Paris, et auteur de nombreux ouvrages, notamment, *American Global Strategy and the "War on Terrorism"* (Aldershot: Ashgate, 2007) et *Averting Global War: Regional Challenges, Overextension, and Options for American Strategy* (New York: Palgrave, 2007).

## Notes

---

1. "Ambassador Gregory L. Schulte: Setting the Standard for Iran's Cooperation" (Stockholm: October 30, 2007). <http://vienna.usmission.gov/>
2. "Thus far, Iran has fulfilled all of its obligations but has been deprived of other members' technical assistance and, even at times, of the Agency's support. For about 5 years, some of

the aforementioned powers have... derailed Iran's nuclear issue from its legal tracks, and have politicized the atmosphere to impose their wishes through taking advantage of all their potentials. The government of Iran spared no effort to build confidence, but they were not satisfied with anything short of the complete halt of all activities, even those related to research and university fields... After three years of negotiations and attempts to build confidence, the Iranian nation came to the firm belief that the main concern of these powers is not the possible deviation of Iran's nuclear activities, but is to prevent its scientific progress under this pretext. And, if this trend continues there will be no possibility for Iran to enjoy its rights, not even in the next 20 years. Therefore, Iran decided to pursue the issue through its appropriate legal path, one that runs through the IAEA, and to disregard unlawful and political impositions by the arrogant powers." See full text of President Ahmadinejad's September 2007 address before UN General Assembly: <http://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/iran/2007/iran-070926-irna01.htm>. For speeches from 2005 to 2007, see <http://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/iran/2005/iran-050918-irna02.htm>

3. Secretary of State Condoleezza Rice and Under Secretary of State Nicolas Burns are said to support continued diplomatic efforts; neoconservatives in vice president Dick Cheney's office are said to be still pressing for preemptive strikes. Helene Cooper and David E. Sanger, "Iran Strategy Stirs Debate at White House," *Washington Post*, June 16, 2007. In addition, General Wesley Clark rebuked Senator Lieberman's public call to pursue Iranian forces across Iraq's border: "What we need now is full-fledged engagement with Iran. . . . Only someone who never wore the uniform or thought seriously about national security would make threats at this point . . . What our soldiers need is responsible strategy, not a further escalation of tensions in the region." Gen. Wesley Clark Slams Senator Lieberman on Iran *Newsmax* (June 13, 2007) <http://www.newsmax.com/archives/ic/2007/6/13/203112.shtml?s=ic>

4. Gareth Porter, "Lieberman-Kyl vs. the Evidence" (September 26, 2007). [http://www.huffingtonpost.com/dr-gareth-porter/liebermankyl-vs-the-evi\\_b\\_66020.html](http://www.huffingtonpost.com/dr-gareth-porter/liebermankyl-vs-the-evi_b_66020.html)

5. Senator Chris Dodd, <http://dodd.senate.gov/index.php?q=node/4069> : "I cannot support the Kyl-Lieberman amendment on Iran. To do so could give this President a green light to act recklessly and endanger US national security. We learned in the run up to the Iraq war that seemingly nonbinding language passed by this Senate can have profound consequences. We need the president to use robust diplomacy to address concerns with Iran, not the language in this amendment that the president can point to if he decides to draw this country into another disastrous war of choice. [...]"

6. Jim Lobe, "Anti-Iran Hawks Win Partial Victory," *Asia Times On line* (September 29, 2007).

7. The amendment restores the Bush Administration's original request in the Fiscal Year 2008 State and Foreign Operations Appropriations Act for \$75 million, which had been cut by two-thirds to \$25 million by the Senate Subcommittee on State, Foreign Operations, and Related Programs in 2007. <http://brownback.senate.gov/pressapp/record.cfm?id=282053> (September 7, 2007)

8. See "How Promoting Democracy in Iran Can Backfire" *Iran Nuclear Watch*, (October 15, 2007) [http://irannuclearwatch.blogspot.com/2007\\_10\\_01\\_archive.html](http://irannuclearwatch.blogspot.com/2007_10_01_archive.html)

*Iran : pourquoi une diplomatie de négociations sans conditions ?*

9. Helene Cooper, "U.S. Plays Its 'Unilateral' Card on Iran Sanctions" *New York Times* (October 26, 2007).
10. Michael R. Gordon and Jeff Zeleny, "If Elected Obama Envisions New Iran Approach" *New York Times* (November 2, 2007).
11. See Senator Hagel's letter to the White House, <http://irannuclearwatch.blogspot.com/>
12. See my argument, in Hall Gardner, *American Global Strategy and the "War on Terrorism"* (Aldershot: Ashgate, 2007) and *Averting Global War: Regional Challenges, Overextension, and Options for American Strategy* (New York: Palgrave, 2007).

